

Détail du permis
d'environnement obtenu le 19
novembre 2007.

Annexe : 1.3.1.1

Dossier n° 6124

*Copie Paris
Transmettre
- BEHAT
- Me
Pour avis
et avis*

RÉGION WALLONNE

DIVISION DE LA PRÉVENTION
ET DES AUTORISATIONS
Direction de Charleroi

**SOCIÉTÉ WALLONNE DES
AÉROPORTS (SOWAER) S.A.**
Chaussée de Liège 624

5100 JAMBES/NAMUR

REÇU 10
20 NOV. 2007
Rép. 13338/19/ADH

CHARLEROI, le 19 NOV. 2007

Nos références : D3400/32011/RGPED/2007/17/DV - PU
Références commune : PU 10 07
Références DSATLP : FO412/32011/PU3/2007.10/127
Annexe : Décision des fonctionnaires technique et délégué

RECOMMANDÉ AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Décision du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué : article 81, § 2, alinéa 2
- Commune de dépôt de la demande : CHARLEROI -
- Secteur : 5020:Entretien et réparation de véhicules automobiles
- Objet de la demande : Adjoindre à l'aérogare autorisé un bâtiment de maintenance de véhicules (réparations, retouches, peintures,...) et de stockage de véhicules (+ mise en charge de véhicules électriques) avec zone de lavage et stockage de produits à l'extérieur.
- Situation : rue Santos Dumont, à 6041 GOSSELIES/CHARLEROI
- Exploitant : SOCIÉTÉ WALLONNE DES AÉROPORTS (SOWAER) S.A., Chaussée de Liège 624 à 5100 JAMBES/NAMUR

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe l'arrêté relatif à votre demande de permis unique dont références et objet susmentionnés.

Le permis unique sollicité est octroyé.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

DIRECTION GÉNÉRALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Rue de l'Écluse 22 • 6000 CHARLEROI • ☎ 071 65 47 60 • Fax : 071 65 47 66 • eD.gpe.charleroi.dpe.dgms@mrw.wallonie.be
http://environnement.wallonie.be • N° Vert: 0800 11 901 (informations générales)



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Conformément aux modalités définies à l'article 95 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il vous est loisible d'introduire un recours auprès du Gouvernement wallon. L'adresse à laquelle le recours doit être introduit est la suivante :

Monsieur le Directeur général
Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement
avenue Prince de Liège 15
5100 NAMUR (Jambes).

Le recours doit être introduit à l'aide du formulaire prévu à l'annexe XI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, formulaire disponible auprès de l'administration communale et sur le site <http://formulaires.wallonie.be/> du Ministère de la Région wallonne. Il doit être accompagné de la preuve du paiement de 25,00 € sur le compte 091-2150215-45 de la Division de la Prévention et des Autorisations.


Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,



Raphaël STOKIS

Le Fonctionnaire technique,



Ir. Eric CALO

Pour la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Agent administratif : Eric MATHIEU, Assistant, ☎ : 071/654.779

Agent traitant : Daniel VANDERWEGEN, Premier attaché

Pour la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine

Agent traitant : Jean-Pierre LOMME, Premier assistant

Agent administratif : Véronique WANSARD, Assistante



Permis unique

Réf. DGRNE : D3400/52011/RGPED/2007/17/DV - PU

Réf. DGATLP : FO412/52011/PU3/2007.10/127

Le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire délégué,

Vu la demande introduite en date du 26 mars 2007 par laquelle la SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS (SOWAER) S.A., ci-après dénommé(e) l'exploitant, sollicite un permis unique pour adjoindre à l'aérogare autorisée, un bâtiment de maintenance et de stationnement de véhicules (réparations, retouches, peintures, mise en charge...) avec zone de lavage et stockage de produits à l'extérieur, rue Santos Dumont, à 6041 GOSSELIES/CHARLEROI ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE



DIRECTION GÉNÉRALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Walle, Centre régional wallon de l'Environnement - 1050 11 221 Informations générales



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 novembre 2006 déterminant les conditions intégrales relatives aux batteries stationnaires dont le produit de la capacité exprimée en Ah par la tension en V est supérieur à 10.000 (*Moniteur belge* du 12 décembre 2006) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides (*Moniteur belge* du 11 mars 2003) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois (*Moniteur belge* du 26 mai 2003) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 17 mars 2005 relatif au Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 2005 confirmant et complétant l'arrêté des Fonctionnaires technique et délégué du 14 février 2005 autorisant la construction et l'exploitation d'une aérogare capable d'accueillir 3 millions de passagers par an, des parkings voitures comprenant 1.600 emplacements au sol et 3.000 emplacements étagés, les voiries d'accès à ces parkings, les chaussées aéronautiques et les parkings avions liés à l'aérogare, une station d'épuration des eaux usées (3.000 E.H.), des bâtiments techniques, un parc pétrolier comprenant un stockage de 2.420 m³ de kérosène et de 30 m³ de carburants routiers et l'ouverture de nouvelles voiries communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2005 confirmant et modifiant l'arrêté du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville de CHARLEROI du 1^{er} février 2005 accordant à la société wallonne des aéroports (SOWAER) s.a. un permis d'environnement pour l'exploitation (régularisation) de l'aéroport de CHARLEROI-BRUXELLES SUD doté d'une piste unique de 2.550 mètres de long et 45 mètres de large, axée 07-25 ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu l'avis, reçu par le fonctionnaire technique en date du 16 avril 2007, de la DGRNE-DIVISION DE LA NATURE ET DES FORÊTS SERVICES EXTÉRIEURS-DIRECTION DE MONS, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ;



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 05 juillet 2007 au 04 septembre 2007 sur le territoire de la ville de CHARLEROI, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale ;

Vu l'avis motivé émis par le Collège communal de la ville de CHARLEROI en date du 20 septembre 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions de BELGOCONTROL, envoyé le 19 juin 2007, rédigé comme suit :

"Suite à votre lettre du 01-06-2007 sous référence PO412/52011/PU3/2007.10/127 ? JE VOUS INFORME QUE BELGOCONTROL marque son accord concernant l'objet susmentionné pour autant que le projet repris sur les plans joints à votre demande soit strictement respecté et à condition de ne pas influencer le faisceau des 7.5° de l'ILS " ;

Vu l'avis favorable sous conditions de D324-DIRECTION DE L'AÉROPORT DE CHARLEROI, envoyé le 05 juillet 2007, rédigé comme suit :

"Suite à votre demande d'avis dont mention sous rubrique, il apparaît que l'objet de cette demande ne crée pas de préjudices quant à la protection des aérodromes (obstacles).

Dès lors, un avis positif est remis pour ce projet tel qu'il nous a été présenté.

Cependant, avant toute installation de grue, il convient d'appeler l'Inspection aéroportuaire au 071/251.212 afin qu'elle puisse avaliser cette installation et fournir les renseignements nécessaires quant à celle-ci.

Nous attirons votre attention sur le fait que cette demande se trouve en zone B' du PEB et B du PDLT telles que définies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004" ;

Vu la demande d'avis de la Commission consultative communale consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité de CHARLEROI, en date du 04 juin 2007, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse ; avis réputé favorable ;

Vu la demande d'avis à DGRNE-Division de la Nature et des Forêts - SERVICES EXTÉRIEURS-DIRECTION DE MONS, en date du 04 juin 2007, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse ; avis réputé favorable ;

Vu la demande d'avis au SERVICE REGIONAL D'INCENDIE, en date du 04 juin 2007, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse ; avis réputé favorable ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale le 26 mars 2007, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du 30 mars 2007 et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du 02 avril 2007 ;



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué par courrier commun du 23 avril 2007 ; que les documents manquants ont été envoyés par le demandeur à la commune en date du 09 mai 2007 ; que ces documents ont été transmis au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué en date du 14 mai 2007 et reçus par ces fonctionnaires en date du 15 mai 2007 ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du 01 juin 2007 par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant que, en application de l'article 90 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les délais d'enquête publique ont été suspendus du 16 juillet au 15 août inclus, induisant de ce fait une prolongation des délais de 31 jours pour la remise des avis des instances consultées et la prise de décision ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à adjoindre à l'aérogare autorisée un bâtiment de maintenance et de stockage de véhicules avec zone de lavage et stockage de produits à l'extérieur ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 24.31, Classe 2 :

Ateliers où l'on procède à l'application de peintures ou enduits sur toute surface par des procédés pneumatiques ou non, à l'aide d'un pistolet ou par des procédés électrostatiques ;

N° 40.10.01.02, Classe 3 :

Production d'électricité : batterie stationnaire dont le produit de la capacité exprimée en Ah par la tension en V est supérieur à 10.000 ;

N° 40.30.04.01, Classe 3 :

Installation de chauffage de bâtiment qui comporte au moins une chaudière ou un générateur à air pulsé alimenté en combustible solide, liquide en ce compris le gaz de pétrole liquéfié injecté à l'état liquide, ou en combustible gazeux d'une puissance calorifique nominale utile [la puissance calorifique nominale utile exprimée en kW est la puissance calorifique maximale fournie au fluide caloporteur de la chaudière ou pouvant être délivrée par le générateur à air pulsé, fixée et garantie par le constructeur comme pouvant être fournie en marche continue tout en respectant les rendements utiles annoncés par le constructeur] supérieure ou égale à 100 kW et inférieure à 2 MW ;



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

N° 50.20.01.02, Classe 2 :

Entretien et/ou réparation de véhicules à moteur, lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à 3 ;

N° 50.20.03, Classe 2 :

Car-wash (lave-auto tunnel, lave-auto portique et car-wash à zone de lavage unique ou multiple équipé de nettoyeur à haute pression) ;

N° 62.00.01, Classe 1 :

Aéroport et/ou aérodrome, lorsque la piste de décollage ou d'atterrissage a une longueur d'au moins 2 100 mètres ;

N° 63.12.09.04.02, Classe 2 :

Dépôts de liquides inflammables ou combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, dont le point d'éclair est supérieur à 100 °C (catégorie D) et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 50.000 litres et inférieure à 500.000 litres ;

N° 63.21.01.01.01, Classe 3 :

Parc de stationnement de véhicules autres que ceux visés à la rubrique 50.10 - Local d'une capacité de 10 à 50 véhicules automobiles.

Considérant que, selon le plan de secteur de Charleroi, adopté par arrêté royal du 10 septembre 1979, le bien se situe en zone d'aménagement différé à caractère industriel ;

Considérant que la zone concernée a été mise en oeuvre vu le schéma directeur la couvrant entièrement et adopté en date du 17.11.1987 ;

Considérant le permis unique délivré en date du 25/07/2005, par le Ministre des Transports, du Logement et du Développement Territorial, pour la construction et l'exploitation d'une aérogare pour l'accueil de trois millions de passagers par an (...), à l'adresse ici concernée ;

Considérant le permis d'environnement délivré en date du 27/07/2005, par le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme, pour l'exploitation (régularisation) de l'aéroport de CHARLEROI-BRUXELLES SUD(..), à l'adresse ici concernée ;

Considérant que la demande est relative à des actes et travaux visés à l'article 127, 1^{er}, 6^o, du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ;

Considérant que l'enquête publique réalisée n'a suscité aucune remarque ou réclamation ;



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Considérant le courrier du fonctionnaire délégué du 09/11/2006 (réf. F0413/52011/VIS/2006.6) marquant accord sur la demande de principe tendant à la construction faisant l'objet de la présente demande à condition d'apporter une attention particulière au traitement des façades, ainsi qu'aux matériaux utilisés qui devront être similaires à ceux de l'aérogare ; que le projet s'y conforme ;

Considérant, à cet égard, que le projet s'inscrit correctement dans la continuité du bâti existant autorisé, selon un gabarit et des matériaux identiques et conformes à la destination de la zone et, qu'il ne compromet, dès lors, pas le caractère architectural de la zone ;

Considérant que le projet s'inscrit en extension des installations autorisées par l'arrêté ministériel du 25 juillet 2005 confirmant et complétant l'arrêté des fonctionnaires technique et délégué du 14 février 2005 autorisant la société wallonne des aéroports (SOWAER) s.a. à construire et à exploiter une aérogare capable d'accueillir 3 millions de passagers par an, des parkings voitures comprenant 1.600 emplacements au sol et 3.000 emplacements étagés, les voiries d'accès à ces parkings, les chaussées aéronautiques et les parkings avions liés à l'aérogare, une station d'épuration des eaux usées (3.000 E.H.), des bâtiments techniques, un parc pétrolier comprenant un stockage de 2.420 m³ de kérosène et de 30 m³ de carburants routiers et l'ouverture de nouvelles voiries communales ; que le bâtiment à construire se situerait entre le parc à tanks et le nouveau terminal nord de l'aéroport de CHARLEROI ;

Considérant, sur le plan administratif, que le projet constitue une extension d'un établissement de classe 1 autorisé par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2005 confirmant et modifiant l'arrêté du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville de CHARLEROI du 1^{er} février 2005 accordant à la société wallonne des aéroports (SOWAER) s.a. un permis d'environnement pour l'exploitation (régularisation) de l'aéroport de CHARLEROI-BRUXELLES SUD doté d'une piste unique de 2.550 mètres de long et 45 mètres de large, axée 07-25 (Aéroport et/ou aérodrome, lorsque la piste de décollage ou d'atterrissage a une longueur d'au moins 2 100 mètres) ; que dès lors l'instruction de la présente demande a été menée selon la procédure applicable aux établissements de classe 1 ;

Considérant que le bâtiment devrait abriter les services d'entretien et de réparation des véhicules utilitaires nécessaires au fonctionnement de l'aéroport ;

Considérant que ce type d'activités peut avoir des incidences sur les compartiments de l'environnement suivants : le bruit, les eaux, l'air, le sol et le sous-sol ; que le risque d'incendie est également à considérer ;

Considérant que le bruit pouvant résulter des activités projetées devrait être négligeable par rapport au bruit généré par les mouvements d'avions ;

Considérant que les zones sources d'émissions de particules telles que l'atelier de mise en peinture ou l'atelier de soudage sont équipées d'extracteurs avec dispositif de filtration ;

Considérant que le projet ne générera pas d'eaux industrielles ; que les eaux usées domestiques (fécales et ménagères) seront collectées séparément à raison d'environ 6 m³/jour



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

(rejets 1 et 4) et envoyées via un collecteur privé vers la station d'épuration de 3.000 E.H prévue dans le cadre de la construction de la nouvelle aérogare ;

Considérant que les eaux pluviales des toitures et celles provenant des parkings seront envoyées vers un bassin d'orage avant rejet dans le Tintia comme pour les autres infrastructures de l'aérogare nord ;

Considérant que les eaux des parkings et de la zone de lavage des véhicules transiteront par un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures ;

Considérant l'avis de l'IGRETEC précisant qu'elle n'est pas habilitée à remettre un avis sur la demande de rejet des eaux usées étant donné que ces rejets seront collectés et traités par une infrastructure dont elle n'assure pas la gestion ;

Considérant, toutefois, que l'intercommunale propose, à titre de recommandations, des normes de déversement visant à garantir le fonctionnement optimal de la station d'épuration mentionnée ci-dessus ;

Considérant que ces normes sont équivalentes à celles prescrites par les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois ; que ces conditions sectorielles sont applicables à l'établissement en projet ;

Considérant que les différents stockages de produits liquides tels que repris dans l'objet de la demande sont établis de manière telle que le risque de pollution des sols en cas d'épanchement ou de fuite devrait être limité (cuve double paroi, dispositif de rétention, ...) ;

Considérant qu'en matière de prévention incendie, l'exploitant est tenu de respecter les conditions générales et devra se mettre en rapport avec le Service d'Incendie territorialement compétent pour la détermination des moyens de lutte à mettre en place ;

Considérant qu'il y a unité géographique et technique entre le projet et le terminal nord ; que les conditions particulières d'exploitation des installations et infrastructures autorisées dans le cadre de la construction de ce terminal sont également applicables au bâtiment de maintenance et au parking concernés par la présente demande ;

Considérant de même, que l'article 51 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement s'applique ici et que le terme du présent permis doit être aligné sur celui de l'arrêté ministériel du 25 juillet 2005, soit le 27 juillet 2025 ;

Considérant l'avis favorable émis par le Collège communal de la Ville de CHARLEROI sous réserve du respect des prescriptions réglementaires et des conditions suivantes :

- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Errata (M.B. 01/10/2002) ;



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois (M.B. 26/05/2003) ;
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides (M.B. 11/03/2003) ;
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 novembre 2006 déterminant les conditions intégrales relatives aux batteries stationnaires dont le produit de la capacité exprimée en Ah par la tension en V est supérieur à 10 000 (M.B. 12/12/2006 - err. 22/01/2007) ;
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire d'huiles usagées ;
- Les prescriptions non abrogées du Règlement Général pour la Protection du Travail, notamment celles des Titre II et Titre III ;
- Les dispositions du Règlement Général sur les Installations Electriques rendu obligatoire dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981.
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;
- L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions et les moyens de lutte contre l'incendie établis en accord avec le Service Régional d'Incendie de la Ville de Charleroi.

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour d'une part, garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur et d'autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ;



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

ARRETEMENT

Article 1er. La S.A. SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS (SOWAER) est autorisée à adjoindre à l'aérogare autorisée un bâtiment de maintenance de véhicules (réparations, retouches, peintures,...) et de stockage de véhicules (+ mise en charge de véhicules électriques) avec zone de lavage et stockage de produits à l'extérieur, dans un établissement situé rue Santos Dumont, à 6041 GOSSELIES/CHARLEROI, conformément aux plans joints au présent permis et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

Article 2. L'établissement autorisé comporte les installations et dépôts suivants :

- I001 : des installations de chauffage d'une puissance thermique nominale de 304 kW ;
- I002 : des dispositifs d'extractions des gaz échappement ;
- I003 : un écran d'aspiration de peinture ;
- I004 : une zone de lavage avec nettoyeur haute pression ;
- I005 : une installation de climatisation des bureaux ;
- I006 : des compresseurs d'air d'une puissance électrique totale de 7,4 kW ;
- I007 : trois ponts élévateurs et 2 fosses ;
- I008 : une installation d'aspiration des gaz de soudure ;
- I009 : 4 points de rejets en égout public des eaux pluviales et domestiques ;
- D001 : huiles usagées : 2000 l ;
- D002 : huiles : 5200 l ;
- D003 : filtres usagés : 650 l ;
- D004 : déverglacant d'avions : 100.000 l ;
- D005 : batteries : 2100 kg/an ;
- D006 : produits dégraissants : 250 l ;
- D007 : peintures : 50 l ;
- D008 : ferrailles : 1 m³/an ;



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

- D009 : antigel usagé : 1500 l ;
D010 : liquides de refroidissement : 3600 kg/an ;
D011 : chiffons usagés : 1 m²/an ;
D012 : matières souillées : 500 kg/an
D013 : big bag de sel : 40 m³ .

Article 3. Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 21 septembre 2002 ; Erratum : *Moniteur belge* du 1^{er} octobre 2002).
- Les prescriptions non abrogées du Règlement Général pour la Protection du Travail, notamment celles des Titre II et Titre III.
- Les dispositions du Règlement Général sur les Installations Electriques rendu obligatoire dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981.
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux ateliers d'entretien et de réparation des véhicules à moteur lorsque le nombre de fosses ou ponts élévateurs est supérieur à trois (*Moniteur belge* du 26 mai 2003).
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides (*Moniteur belge* du 11 mars 2003).
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 novembre 2006 déterminant les conditions intégrales relatives aux batteries stationnaires dont le produit de la capacité exprimée en Ah par la tension en V est supérieur à 10.000 (*Moniteur belge* du 12 décembre 2006).

Article 4. Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

Pour la construction :

- mettre en œuvre un bardage gris (Ral 9006), de même ton que celui mis en œuvre pour les bâtiments de la nouvelle aérogare ;



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

- appeler l'inspection portuaire au 071/251.212 afin qu'elle puisse avaliser l'installation projetée et fournir les renseignements nécessaires quant à celle-ci.

Pour l'exploitation :

- Les dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 2005 confirmant et complétant l'arrêté des fonctionnaires technique et délégué du 14 février 2005 autorisant la société wallonne des aéroports (SOWAER) s.a. à construire et à exploiter une aérogare capable d'accueillir 3 millions de passagers par an, des parkings voitures comprenant 1.600 emplacements au sol et 3.000 emplacements étagés, les voiries d'accès à ces parkings, les chaussées aéronautiques et les parkings avions liés à l'aérogare, une station d'épuration des eaux usées (3.000 E.H.), des bâtiments techniques, un parc pétrolier comprenant un stockage de 2.420 m³ de kérosène et de 30 m³ de carburants routiers et l'ouverture de nouvelles voiries communales.
- L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions et les moyens de lutte contre l'incendie établis en accord avec le Service Régional d'Incendie de la Ville de Charleroi.

Article 5. Le présent permis est accordé pour un terme expirant le 27 juillet 2025 en ce qu'il tient lieu de permis d'environnement et pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu de permis d'urbanisme.

Article 6. Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Article 7. Le délai de mise en œuvre du présent arrêté est fixé à deux ans à partir du lendemain du jour où le présent arrêté devient exécutoire.

Article 8. Le présent permis est frappé de caducité s'il n'est pas mis en œuvre avant l'expiration du délai fixé à l'article précédent ou lorsque l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Article 9. L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, § 1^{er}, points 3, 4 et 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;

- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeur ;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

Article 10. Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement ;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

Article 11. L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

Article 12. Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

Article 13. Un recours auprès du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Ministère de la Région wallonne c/o Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

- 1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur ;
- 2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les autres personnes. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée. Il est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 de la Division de la Prévention et des Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

Article 14. Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article 38 du décret. La durée de cet affichage est d'au moins dix jours.

Article 15. La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :
 - À la SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS (SOWAER) S.A., Chaussée de Liège n° 624 à 5100 JAMBES/NAMUR ;
 - au Collège communal de et à 6000 CHARLEROI ;
2. En copie libre et par pli ordinaire :
 - à BELGOCONTROL S.A., Aéroport de Gosselies à 6041 GOSSELIES/CHARLEROI ;



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

- à la CCATM DE CHARLEROI (GILLY), Place Destrée n° 1 à 6000 GILLY ;
- à la D324-DIRECTION DE L'AÉROPORT DE CHARLEROI, Rue des Fusillés n° 1 à 6041 GOSSELIES ;
- à la DGRNE-DIVISION DE LA NATURE ET DES FORÊTS SERVICES EXTÉRIEURS-DIRECTION DE MONS, Rue Achille Legrand n° 16 à 7000 MONS ;
- au SERVICE REGIONAL D'INCENDIE , rue de l'Ancre n° 3 à 6000 CHARLEROI ;
- à la DGRNE-DIVISION DE LA POLICE DE L'ENVIRONNEMENT Services extérieurs-Direction de Charleroi, Rue de l'Ecluse n° 22 à 6000 CHARLEROI ;

Fait à Charleroi, le 19 NOV. 2007

Le fonctionnaire délégué

Raphaël STOKIS

Le fonctionnaire technique

Elio CALO



COPIE CONFORME